

BEAUCOUP DE BRUIT À MATIGNON... MAIS L'INSPIRATION EST EN MARTINIQUE !

C'est le nouvel épisode du feuilleton de l'été : Michel Barnier a annoncé son gouvernement. Mais les bonnes séries durent au moins quelques saisons avant de s'essouffler : celle-ci n'a pas trois mois qu'elle sent un peu le réchauffé. Connaître enfin la composition du gouvernement Barnier n'était vraiment pas la plus grande préoccupation des millions de travailleurs et travailleuses qui ne peuvent pas boucler les fins de mois, se faire soigner, envoyer leurs enfants dans des écoles de qualité, ou qui sont menacés de licenciement. En tout cas, il sent l'argent et la naphthaline.

Racisme, sexisme, homophobie... et grande bourgeoisie

Les ministres et autres secrétaires d'État sont pour beaucoup d'anciennes figures de la Manif pour tous, dans laquelle la droite et l'extrême droite s'élevaient contre les droits des couples homosexuels et qui se sont opposés plus récemment à l'inscription du droit à l'avortement dans la Constitution.

Entre ça et la proportion de très haut cadres passés par diverses entreprises du CAC 40, ce gouvernement de vieux réacs, c'est d'abord celui des grands bourgeois, à l'image de la ministre de l'Éducation nationale, la macroniste Anne Genetet, députée des Français de l'étranger, dont un sujet de prédilection est celui... des relations entre les « expatriés » et leur personnel de maison !

Un gouvernement Macron-Barnier-Le Pen

Nous savons à quoi nous en tenir de la part de ce gouvernement qui aura besoin à l'Assemblée des voix des groupes macronistes et du Rassemblement national : Barnier ou Retailleau, nouveau ministre de l'Intérieur, sont alignés sur le programme du RN concernant les politiques anti-immigrés, et tous ces ministres assumeront sans le moindre remord l'austérité budgétaire et le maintien du gel des salaires. Bruno Retailleau est d'ailleurs si bien aligné qu'il vantait il y a peu les « belles heures de la colonisation ». Un profil tout trouvé pour prendre le relais de Darmanin dans l'infâme répression contre les révoltes qui ont lieu en Kanaky-Nouvelle-Calédonie et aujourd'hui en Martinique.

**CONTRE LES POLITIQUES ANTISOCIALES
ET RACISTES DE MACRON ET BARDELLA**

**NE COMPTONS QUE
SUR NOS LUTTES**

L'intense mobilisation des classes populaires en Martinique

Car depuis le début du mois, des milliers de personnes participent à des manifestations et actions de blocage en Martinique, pour protester contre la vie chère : les produits de consommation courante, presque tous importés de métropole, coûtent au moins 40 % plus cher qu'ici. Tout cela pour gaver quelques capitalistes, notamment des descendants de propriétaires d'esclaves, les békés, qui ont toujours la main sur les plantations, les entreprises d'importation et la grande distribution.

La réponse de l'État français est toujours la même : calomnie et répression, avec l'envoi de renforts policiers – comme la CRS 8 qui avait déjà sévi à Mayotte et dans les quartiers populaires de l'Hexagone après le meurtre du jeune Nahel par la police –, la mise en place d'un couvre-feu et l'interdiction des manifestations. Mais avant les grèves et les manifestations, la situation n'avait pas l'air de préoccuper les autorités !

Les travailleurs martiniquais se révoltent parce qu'ils n'y arrivent plus, pendant que quelques gros se gavent sur leur dos. Lors de la grève générale de 2009, en Martinique et surtout en Guadeloupe, ils avaient imposé pendant des mois leur propre contrôle sur les prix dans les supermarchés et à la pompe. Et c'est bien ce qui inquiète les capitalistes et leurs serviteurs qui savent que seules nos grèves et nos mobilisations permettront de leur disputer le contrôle sur les prix, la production, et sur toute la société.

D'ores et déjà, la journée de grève interprofessionnelle appelée par les syndicats le 1er octobre, pour les retraites, les salaires et les services publics doit nous donner l'occasion de marquer le coup face à ce gouvernement.

Au-delà de cette journée, il nous faudrait sans doute emboîter le pas des travailleurs martiniquais !

Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



npa-révolutionnaires.org



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com

Les intérimaires de ST Grenoble dans l'incertitude

La CGT informait récemment que la direction était réticente à proposer des CDI aux intérimaires. Souhaite-t-elle conserver la possibilité de réduire les effectifs, à l'image d'Intel, Valéo ou Vencorex où des plans de licenciement ont été récemment annoncés ? Pourtant la plupart des équipes en salle de test ne pourraient pas fonctionner sans ces collègues. Nous n'avons donc aucune raison d'accepter que la direction les empêche d'accéder au CDI au prétexte d'une baisse du chiffre d'affaire. Les bénéfiques records des années 2022 et 2023 ont été réalisés en exploitant le travail des embauchés comme celui des intérimaires. Cet argent est bien assez suffisant pour assurer à chacun et chacune la conservation de son emploi et la non-augmentation de sa charge de travail.

Les travailleurs et travailleuses de Valeo ne comptent pas se laisser faire !

Mardi, un rassemblement de près de 200 salarié.e.s du sous-traitant Valéo et de leurs soutiens a eu lieu devant le siège parisien du groupe. La direction veut fermer trois sites (en Sarthe, Isère et Yvelines) et supprimer 1 050 emplois. Valeo, 221 millions de profits en 2023 et un chiffre d'affaires de 22 milliards, en progression de 10 % en un an, a les moyens de garder tous les salarié.e.s. Ceux d'Isère réclament 150 000 à 200 000 euros d'indemnités. Les travailleurs de Valeo sont déterminés à ne pas se laisser faire et à faire parler d'eux et elles. À ce rassemblement il y avait des délégations d'au moins dix sites Valeo, ainsi que des sites de Stellantis Poissy, Renault Lardy, Bosch Saint-Ouen, La Poste, des ex-Goodyear... et la présence remarquée d'une délégation d'ouvrier.e.s de MA France (Aulnay), invité.e.s par les travailleurs de Valéo du site de Saint-Quentin-Fallavier (Isère). Le message de soutien des travailleurs de MA France était clair et sincère : « Valeo – MA France : même combat ! » Les deux entreprises ont pour principal donneur d'ordre Stellantis.

Rendez-vous a été donné à toutes et tous de se retrouver avec les travailleurs et travailleuses menacé.e.s, pour manifester au salon de l'auto le 17 octobre. Car il importe de ne pas rester isolé et de s'allier aux travailleurs et travailleuses qui ont subi, ou vont subir, les mêmes menaces, c'est-à-dire tout le secteur automobile.

Abonnez vous à la Newsletter du NPA Révolutionnaire de Grenoble en scannant le QR code ou à l'adresse suivante :

<https://framalistes.org/sympa/subscribe/newsletternpagrenobleisere>



Vencorex : contre la fermeture, miser sur la solidarité entre exploité.e.s

L'entreprise Vencorex est entrée en cessation de paiement début septembre, mettant en danger les 450 salarié.e.s du site, et par effet domino l'industrie chimique de la zone et ses milliers d'emplois induits. Pour s'y opposer, près de 200 salarié.e.s des plateformes de Pont-de-Claix et Jarrie se sont réuni.e.s vendredi dernier à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFE-CGC et CFDT. L'occasion de préparer la grève du 1er octobre conçue comme le point de démarrage d'autres actions. Les familles de salarié.e.s – qui ont consacré leur force de travail à faire exister l'entreprise depuis 108 ans – ont bien raison de refuser de subir les conséquences de la guerre économique que se livrent les industriels de la chimie à travers le monde.

Mais la pétition lancée par le maire de Pont-de-Claix et l'intersyndicale, appelant le « nouveau Gouvernement à tout mettre en œuvre pour préserver un appareil industriel stratégique pour la souveraineté française » contraste avec les résultats insatisfaisants obtenu jusqu'ici au travers des réunions entre l'intersyndicale et les ministres « démissionnaires ». Ces derniers comme leur remplaçants du gouvernement Barnier peuvent faire vibrer la corde du patriotisme industriel contre la décision de l'actionnaire thaïlandais, mais les ministres n'en restent pas moins des ennemis des salarié.e.s. Au contraire la solidarité entre travailleurs et travailleuses représente une force sur laquelle s'appuyer pour refuser de payer les conséquences de la concurrence que se livrent les capitalistes.

Mardi 1er Octobre : Journée nationale de grève, manifestation à 10h au départ de la Gare de Grenoble !



Ce bulletin est le tien, fais le circuler ! Tu peux nous aider en informant. Prends contact avec nos militants :



NPA Grenoble Isère



npa.revo.grenobleisere



[npa-révolutionnaires.org](https://npa-revolutionnaires.org)



npa.revo.grenoble



npa.grenobleisere@gmail.com